
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 17/1 (1990)

DOI: 10.11588/fr.1990.1.54103

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

italienischen Universitäten ermöglicht im Unterschied zu den deutschen Hohen Schulen bis ins 19. Jh. nur punktuelle Aussagen zur Bildungssozialgeschichte. Diese Problematik entwertet diesen Zugriff nicht, der erst den Sitz der Studien im Leben verdeutlicht, aber sie verlangt schon zur richtigen Interpretation der Daten eine sorgsame Berücksichtigung aller verfügbaren Informationen über Entwicklungstrends, die auch die Ungleichzeitigkeit des Gleichzeitigen auf Grund institutioneller Verfestigungen berücksichtigt. Zu einer solchen epochenübergreifend gleichmäßig recherchierten Universitätsgeschichte, die umfassende bildungsgeschichtliche Vergleiche unter den europäischen Nationen ermöglichte, lädt der vorliegende Band ebenso ein wie zur Weiterführung der Herkulesarbeit einer Analyse der Karrieren von Universitätsbesuchern.

Harald DICKERHOF, Eichstätt

Rainer Christoph SCHWINGES, *Deutsche Universitätsbesucher im 14. und 15. Jahrhundert. Studien zur Sozialgeschichte des Alten Reiches*, Stuttgart (Steiner Verlag Wiesbaden) 1986, XVIII–732 p., Tab., Graphiken (Beiträge zur Sozial- und Verfassungsgeschichte des alten Reiches, 6).

Un monument du quantitatif sophistiqué en histoire culturelle: c'est le qualificatif qui s'impose pour cette grosse thèse d'habilitation (Gießen, 1984). Un travail d'équipe, certes, mais sous la direction évidente d'un maître d'œuvre. Il faut lui rendre l'hommage d'avoir fait du foncièrement neuf avec un matériau connu depuis fort longtemps mais, à part le travail purement statistique accompli par Eulenburg voici déjà près d'un siècle, jamais analysé dans son ensemble, et surtout pas comme un ensemble. De quoi s'agit-il au juste? Le matériau est facile à définir: un quart de million d'immatriculations universitaires, (dont un cinquième extrapolé) représentant la totalité des entrées enregistrées dans les universités allemandes avant l'époque de la Réforme.

Ce matériau est traité de deux manières. Dans une première partie, le recrutement des universités de l'Empire est saisi dans son ensemble, la seconde partie présente l'analyse d'un recrutement particulier, celui de l'université de Cologne. D'abord, une courbe globale du nombre d'immatriculations est dressée: un peu plus de 200 000 immatriculations sont effectivement comptées (les matricules de quelques universités – Prague, Trèves, Mayence, le *studium* éphémère de Würzburg – ont disparu). Seulement 7% de ces immatriculations concernent l'étranger – mais la notion d'étranger n'était à cette époque sûrement pas identique à la nôtre et ce chiffre n'a pas beaucoup de sens tant qu'il n'est pas confronté aux manifestations de la conscience collective des populations concernées. Schwinges prend ce total général pour le nombre réel des étudiants, et c'est là un des points faibles de son travail. Tout au long de son étude, en effet, il prend le matériau tel quel, sans s'efforcer au préalable d'en mesurer la valeur. Faut-il parler de la naïveté du statisticien, ou s'agit-il d'un parti-pris conscient? Toujours-est-il que Schwinges part implicitement de l'hypothèse selon laquelle les immatriculations représenteraient la totalité des étudiants d'une université (ou plutôt de ses suppôts, mais la distinction n'est pas vraiment prise en compte). Cependant, dans les matricules déjà on trouve des indications que tel étudiant aurait fréquenté plusieurs universités où on ne le retrouve pas enregistré. Il peut s'agir ici, bien sûr, de cas particuliers, mais la fréquentation des archives municipales m'a rendu circonspect: l'on trouve dans les résolutions et les comptes de conseils urbains fréquemment – mais dans une mesure qui reste, bien entendu, très difficile à déterminer – des mentions concernant des étudiants de la ville (bourses, prix ou cadeaux, lettres de recommandation ou de sauvegarde, lettres de change) que l'on ne retrouve dans aucune matricule. D'autre part, Schwinges balaie d'un revers de la main l'importance de la pérégrination académique, sans même avoir tenté de la mesurer – et comme toute sa méthode

de traitement repose sur des sondages à intervalles réguliers, il ne lui était pas non plus possible d'utiliser l'informatique à cet effet. Je me permets là encore de regretter le parti-pris excessivement statistique qui se trouve à la base de cette étude. Ce parti ne saurait être tenu que lorsqu'on a une foi inébranlable dans la loi des grands nombres et la validité des résultats obtenus par l'analyse d'échantillons réduits (un étudiant sur dix pour l'université de Cologne analysée dans la seconde partie du livre). Il faut cependant se demander si le matériau lui-même vaut ce qu'on en attend, s'il a donc un statut suffisant d'indicateur du recrutement universitaire (et du recrutement d'étudiants au sens propre, non de simple passants ou de suppôts en tous genres, inscrits pour d'autres motifs), et si ce statut n'a pas varié au cours de la période.

Il y a tout lieu de croire, par exemple, que la multiplication du nombre des universités au cours du XV^e siècle eut une influence certaine sur la création de petits réseaux d'universités s'insérant dans le voyage. Mais il est évident que ces réseaux eurent des configurations et donc des fonctions et impacts différents selon les régions. A cet égard, comme à d'autres, le choix de Cologne comme exemple dans la deuxième partie du livre, pour compréhensible qu'il soit en raison d'une excellente édition de la matricule, me paraît une erreur. Cologne se trouvait peut-être au centre symbolique de l'Empire, mais à la limite géographique du réseau et recrutait une importante partie de ses étudiants dans deux régions limitrophes situées en dehors de l'Allemagne au sens propre, mais où le réseau des collèges – celui-là même qui enseignait quasiment les mêmes matières et au même niveau que les facultés des arts – était singulièrement développé. Pour ces étudiants, Cologne pouvait n'être que la ville universitaire la plus proche; l'envoi d'étudiants à Cologne était souvent couplé aux relations commerciales (et à l'apprentissage du commerce par d'autres fils de la famille); et la pertinence même de la notion d'Empire, centrale dans les hypothèses implicites qui sous-tendent cet ouvrage, était discutable pour les régions en question, à savoir les diocèses d'Utrecht et de Liège, qui totalisent près de la moitié des immatriculations en 1455–1475 (mais seulement 27 % à la fin du siècle). Une analyse du recrutement d'Erfurt ou de Leipzig m'eût paru plus judicieux. Autre regret: la négligence des *studia* des ordres religieux, qui non seulement ont »mordu« sur la clientèle traditionnelle des universités (les clercs), mais dont la relation aux universités a dû changer au cours de la période de référence, dans le sillage d'une certaine laïcisation du recrutement étudiant.

Ces considérations de méthode sont celles d'un historien des populations étudiantes. Mais s'agit-il vraiment pour Schwinges d'une étude des populations étudiantes? Et voilà que le lecteur, d'abord ébloui par l'érudition et la rigueur sans faille de l'ouvrage, commence à se poser des questions. Cette rigueur, donne-t-elle des résultats fiables pour une époque qui avait d'autres soucis lors de l'enregistrement des étudiants? Peut-être, à condition de se poser la question avec suffisamment d'acuité et de ne pas reculer devant la critique du document. Mais Schwinges travaillait dans une optique différente de celle de l'histoire des universités (même dans sa formule renouvelée des dernières décennies, mettant l'accent sur l'histoire sociale des populations étudiantes). Le titre de l'ouvrage mérite à cet égard un examen particulier. Aidé par les sciences sociales, la statistique et l'informatique, Schwinges a voulu écrire un chapitre de l'histoire sociale de l'Empire aux XIV^e et XV^e siècles. Cette histoire sociale serait vue sous l'angle des populations estudiantines, et devait donc partir des registres d'immatriculations des universités. Il s'agit, par conséquent, ni d'une histoire des étudiants, ni d'une histoire des universités, mais d'une histoire du rapport temporel des volumes d'étudiants à d'autres variables, d'ordre social. Passons sur le fait que le XIV^e siècle commence bien tardivement dans ce livre, à la fondation de l'université de Vienne en 1385. Il eût sans doute été plus exact de parler simplement du XV^e siècle, sans suggérer plus d'ampleur chronologique que l'analyse ne possède. Le premier mot du titre suscitera d'autres contestations: peut-on purement et simplement assimiler l'Empire aux »allemands«, surtout en ce XV^e siècle qui voit sur les frontières de l'Empire, là précisément où se trouvent la plupart des universités importantes, un mouvement culturel centrifuge allant parfois jusqu'à un détachement collectif? Formellement, l'auteur a bien sûr raison d'englober Prague et Louvain dans son analyse, d'ignorer Cracovie,

de prendre comme objet de son analyse de détail une université comme Cologne, dont le recrutement était à cheval sur la néerlanditude (qui à ce moment précisément commence à s'affirmer avec force) et la germanitude (pour laquelle la même remarque vaudrait). Dans la perspective d'une histoire socio-culturelle, le lecteur froncera cependant plus d'une fois ses sourcils. Suffit-il de faire formellement partie de l'Empire pour être allemand? Et que faire des allemands dehors?

Schwinges prend le parti de reconnaître, implicitement ou explicitement, la légitimité de ces questions, sans changer pour autant son approche. Celle-ci est quantitative, massive, et doit respecter l'homogénéité des volumes. L'ouvrage transpire tout entier l'intime conviction que le cadre choisi, à savoir le cadre politique de l'Empire, est un cadre explicatif suffisant en soi, et que toutes les irrégularités que l'on pourrait signaler dans la source utilisée seront absorbées par la masse statistique. Cette masse, il faut le reconnaître, est traitée de façon exemplaire. L'étude du mouvement global des immatriculations, qui se présente graphiquement comme une droite ascendante, conduit Schwinges à la conclusion qu'il s'agit en fait d'une montée progressivement freinée qui fait penser, vers la fin de la période, à une certaine saturation du marché. Pour affiner l'image, il a recours à un artifice statistique, l'analyse spectrale – procédé quelque peu rébarbatif pour le non-initié (et qui, regrettons-le, l'est rendu plus encore par la détestable présentation des résultats sous forme de 150 pages de listings d'ordinateur quasi inintelligibles) qui revient à détecter dans les courbes de recrutement d'éventuels phénomènes cycliques. Pour l'Empire tout entier, la courbe globale se laisse ainsi décomposer en deux phases de croissance soutenue (1394–1428/34 et 1450–1480) et deux phases de stagnation, ou plutôt de croissance ralentie (1428/34–1450, et après 1480). Dans les courbes du recrutement des universités particulières, analysées de la même manière, on retrouve bien sûr ces cycles, mais leur ampleur est différente selon les cas et surtout les régions: les cycles longs dominant à l'Ouest, les cycles courts dans le Centre-Est, les cycles moyens dans le Sud-Est et le Nord de l'Empire.

D'où viennent ces cycles? L'auteur, qui se sert à dessein d'une terminologie empruntée à l'histoire économique (cycles de Juglar et de Kitchin), en tombe aussitôt victime. Impossible, à son avis, que des facteurs culturels (comme le mouvement des idées, l'humanisme ou la dévotion moderne) aient eu une influence quelconque sur le recrutement universitaire; la conjoncture agricole apparaît, en revanche, comme le seul facteur capable d'expliquer le mouvement des cycles. Soulignons qu'il s'agit ici dans tous les cas d'une simple corrélation (parfois d'ailleurs inversée), et que les relations explicites entre les deux cycles se limitent à quelques maigres citations d'époque.

La grosse seconde partie de l'ouvrage présente à titre exemplaire l'analyse détaillée du recrutement de l'université de Cologne, saisi au moyen d'un échantillon d'une année sur dix (N=2385). J'avoue que cette partie, d'une approche plus traditionnelle, m'a beaucoup plus convaincu que la première. Schwinges étudie avec finesse la constitution de l'espace universitaire de Cologne, son extension progressive, l'essor des villes petites et moyennes au XV^e siècle, les caractéristiques sociales changeantes du recrutement telles qu'elles apparaissent dans les matricules (nobles, clercs, privilégiés, pauvres), les fonctions des villes d'envoi ou leur insertion dans divers réseaux (transports, territorialité, Hanse, etc.). Quelques sondages ponctuels montrent l'érudition sûre de l'auteur, soutenue par une bibliographie riche et diverse.

Lorsqu'on referme une telle synthèse, l'on se pose bien sûr la question de savoir ce qu'elle apportera à la recherche à venir. Tout en admirant la somme de travail fournie, je dois avouer que je reste sceptique à cet égard. La méthode suivie permet d'affiner considérablement la description de l'univers bipolaire université-société urbaine et de son évolution, mais elle n'en explique les raisons guère autrement que par des corrélations. La crédibilité de ces corrélations repose très largement sur un discours trop implicite, régi tantôt par une foi inébranlable en la valeur autonome des facteurs socio-économiques comme déterminants du culturel, tantôt par

une volonté un peu ludique de croiser n'importe quoi avec n'importe quoi d'autre, comme si le simple fait d'une corrélation positive engendrerait un sens en soi (par exemple, le croisement de l'âge des villes avec le nombre d'étudiants). Ce qui est curieusement évacué de cette synthèse, c'est la valeur explicative du mouvement culturel. Je me permets de différer sur ce point avec l'auteur et je pense qu'en refusant parfois très explicitement de le prendre en compte dans son analyse, il s'est privé d'une belle occasion pour montrer l'interpénétration du social et du culturel dans l'histoire. Pour savante et incontournable qu'elle soit, cette étude ne me paraît donc pas inaugurer une époque, mais plutôt en marquer la fin: la fin de la foi en la statistique pure, même finement interprétée, et la fin d'une histoire sociale qui quasiment ignore le culturel. Quiconque voudra marquer une nouvelle étape dans la recherche, se demandera ce que tous ces étudiants venaient faire à l'université; comment l'idée de faire des études leur était venue ou leur avait été imposée; s'ils étaient capables de persévérer et dans quelle mesure; quel profit ils en tiraient dans l'immédiat ou à long terme, en public comme en privé; comment, enfin, ces études transformaient (ou non) leurs habitudes de penser et d'agir. Rarement une étude d'histoire sociale m'a fait autant désirer un complément culturel.

Willem FRIJHOFF, Rotterdam

Chartularium Sangallense, V (1300–1326), bearbeitet von Otto P. CLAVADETSCHER, St. Gallen (Historischer Verein des Kantons St. Gallen; Auslief. u. Vertrieb: Thorbecke) 1988, XXI–630 p., 75 reproductions de sceaux.

La publication du Chartularium commencée en 1983 progresse avec une réjouissante rapidité. Ce cinquième tome présente la même perfection que les deux précédents¹, les tomes III et IV, – il faut savoir que la préparation des deux premiers qui couvriront la période 700–999 est réservée pour l'avenir – et appelle la même admiration. Les principes suivis n'ont pas été modifiés: toute la partie nord du canton y figure, les actes sont soit édités intégralement soit, si un seul des éléments de l'acte intéresse la zone retenue, résumés en un regeste, la numérotation ne se fait pas par tome mais est continue pour l'ensemble de l'ouvrage et toutes les chartes y sont comprises, qu'elles soient inédites, ce qui n'est que rarement le cas, ou déjà connues. On constate que le recours à l'écrit augmente encore légèrement avec 806 chartes pour 27 années contre 742 pour les 34 années (1266–1299) du tome IV et 892 pour les 265 années (1000–1265) du tome III. Désormais l'allemand l'emporte, mais encore de peu (54 % des actes), sur le latin, ce qui témoigne du développement de la culture laïque.

Point n'est besoin de dire qu'un tel recueil exhaustif pour une région exige un investissement intellectuel et matériel bien plus considérable que l'édition de cartulaires ou des actes émanant d'un prince ou d'un seigneur mais est aussi infiniment plus rentable tant pour les historiens que pour les philologues travaillant dans des domaines très variés. Pour ne donner qu'un échantillon des richesses réunies si commodément ici, je noterai qu'en feuilletant ces pages on assiste à la lente émancipation de la ville de Saint-Gall et que les pièces de nature politique qu'elles renferment situent bien les quelques privilèges contenus dans le précédent volume (n^{os} 1920, 2064, 2279 et 2305):

Agglomération née aux portes du monastère et devenue au XII^e siècle modeste ville, Saint-Gall était le centre de la principauté que s'était constituée l'abbé, mais le souverain placé à la tête du Saint Empire pouvait aussi y exercer une autorité en sa qualité d'avoué du monastère, ce dont le roi Rodolphe de Habsbourg ne se priva pas en accordant aux bourgeois saint-gallois en 1281 le privilège fort apprécié de n'être jugés que par leur propre juge et de ne pouvoir être donnés en gage par l'abbé. Celui-ci pensa prendre sa revanche, deux semaines après la mort de

1 Cf. Francia 12, p. 791–794, et 15, p. 963–964.